Idéologiquement inacceptable : Le 1^{er} mai en Europe vu du Canada (1889-2002)

*Canadian critical representations of the May Day celebrations in Europe
(1889-2002)*

Alban Bargain-Villéger

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/937>

DOI : 10.4000/eccs.937

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 51-71

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Alban Bargain-Villéger, « Idéologiquement inacceptable : Le 1^{er} mai en Europe vu du Canada (1889-2002) », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 83 | 2017, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 15 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/937> ; DOI : 10.4000/eccs.937

Idéologiquement inacceptable : Le 1^{er} mai en Europe vu du Canada (1889-2002)

Alban BARGAIN-VILLÉGER
York University

Cette étude explore les perspectives de la presse écrite canadienne sur quatre 1^{er} mai européens emblématiques : la fusillade de Fourmies (1891), le « mai sanglant » de Berlin (1929), le 1^{er} mai 1968 en France et en Allemagne et les manifestations anti-extrême droite de 2002 à Paris et à Berlin. Le présent article analyse les ruptures et les continuités dans la couverture médiatique de ce rituel peu répandu dans la culture politique canadienne. Il s'agit donc ici de mettre en évidence la place centrale qu'occupe le rejet de la tradition socialiste/socialisante dans la construction nationale de ce pays.

This study explores the perspective of the Canadian press on four iconic May Days, namely the 1891 Fourmies Massacre, Berlin's 1929 "Bloody May," 1968 in France and Germany, and the Paris and Berlin anti-extreme right demonstrations of 2002. Thus, this article analyzes the changes and continuities in the media coverage of a tradition generally viewed as alien to Canadian political culture. By taking an approach over the long haul, the present work purports to shed some light on the systematic rejection of the far left (or what was perceived as such) by the powers that be and other nation-builders.

Dans le domaine de la construction nationale, ce qui brille par son absence peut révéler autant sur un pays en devenir que les symboles les plus visibles qui visent à le légitimer. Une communauté imaginée (« *imagined community* ») (ANDERSON 1991 : 1-7), pour reprendre la fameuse (et maintes fois citée) expression de Benedict Anderson, ne se base donc pas exclusivement sur des dénominateurs communs *positifs*, mais aussi sur le rejet de ce qui ne correspond pas au projet communautaire. Autrement dit, le *négatif*, l'antipathie générale envers un élément étranger, irréconciliable avec les valeurs fondamentales d'une entité territoriale, participe autant à l'effort de définition nationalitaire que la nature même desdites valeurs. C'est un de ces angles morts, à savoir la place (ou, plutôt, la *non-place*) du 1^{er} mai au Canada, que cet article compte explorer. L'analyse de ce rituel annuel, souvent incorrectement vu comme irrémédiablement ancré dans la *gauche de la gauche*, a pour objet d'apporter une perspective transnationale sur ce que l'historien Ian McKay a déjà souligné dans un article novateur intitulé « The Liberal Order Framework » (McKAY 2000 : 617-651). Après avoir résumé la thèse de McKay et effectué un bref retour sur l'histoire de la journée des travailleurs, cette étude se concentrera sur la couverture médiatique canadienne de quatre 1^{er} mai européens emblématiques : la fusillade de Fourmies en 1891, le *Blutmai*

(Mai sanglant) berlinois de 1929, les manifestations européennes de 1968 et celles de Paris et de Berlin en 2000. Loin d'être arbitraire, le choix de ces quatre cas ne tient pas du hasard, dans la mesure où ils correspondent à des périodes de tensions sociales et politiques, principalement en France et/ou en Allemagne. Il s'agit donc de « 1^{er} mai de combat ¹ » ponctués de moments dramatiques, donc jugés dignes d'intérêt par les journaux d'autres pays – canadiens, dans le cas qui nous intéresse. Aussi, outre leur importance intrinsèque, ces événements représentent des étapes symboliques majeures dans l'élaboration de ce qu'on pourrait appeler la « mythologie » de ce rituel.

Pour ce qui concerne la méthodologie, cet article se base essentiellement sur la presse écrite. Bien que d'importantes sources radiophoniques et télévisuelles soient accessibles via divers archives et sites internet, la vingtaine de journaux consultés sur une centaine d'années procurent un panorama éloquent des continuités et des ruptures sur une durée relativement longue. Ces publications ont été sélectionnées en raison de leur diversité idéologique, régionale et linguistique. Il est toujours malaisé de rendre justice à un sujet thématiquement pointu mais géographiquement et chronologiquement étendu. Ainsi, surtout dans les deux premiers cas d'étude, plus on avance vers l'Ouest, moins on trouve de détails concernant les événements en Europe. Mais malgré les discontinuités et les asymétries, une certaine constance et univocité relative se dégagent de cet échantillon.

Comme Paul Rutherford l'a souligné dans *A Victorian Authority*, l'invention de mythes nationaux a joué un rôle essentiel dans le processus de construction nationale, un processus dans lequel la presse quotidienne agit comme « *the prime mythmaker* » (RUTHERFORD 1982 : 156). Ce rôle joué par la presse d'inventeur de mythes, d'arbitre de la véracité (« *leading agency of "legitimation"* »), de créateur de bons et de méchants (« *heroes and villains* ») (RUTHERFORD 1982 : 3, 7), a non seulement joué un rôle prépondérant à l'ère victorienne, mais a occupé une grande part de l'espace médiatique au XX^e siècle, et ce malgré le développement de la radio, de la télévision et, enfin, d'internet. Au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, la couverture médiatique d'événements ayant lieu en Europe s'effectue en grande partie par la transcription de dépêches télégraphiques. À l'époque victorienne, les articles originaux concernant les affaires européennes sont assez rares, puis paraissent avec plus de fréquence dès l'entre-deux-guerres. En outre, le

¹ *Die Rote Fahne*, „Kampf-Mai 1929“, 1^{er} mai 1929, p. 1.

LE 1ER MAI EN EUROPE VU DU CANADA (1889-2002)

traitement des 1^{er} mai étrangers (et même canadiens) est inégal selon les années et dépendant des priorités éditoriales vis-à-vis de l'actualité.

Le défi principal consiste ici à dénicher des schémas, des configurations localisables entre les lignes, parmi les thèmes que les rédacteurs et les journalistes choisissent de mettre en avant, que ce soit dans les titres ou dans le texte. Dans un article publié en 2014, Alban Bargain-Villéger traite des perspectives canadiennes sur la Commune de Paris de 1871, avançant la thèse que cette dernière constituait un contre-exemple, un épouvantail dans le contexte de l'établissement de la Confédération canadienne, un projet dominé par des valeurs libérales et, de fait, antisocialistes (BARGAIN-VILLÉGER 2014 : 184). Ce qu'on remarque dans le cas présent sont des continuités, parfois explicites, parfois implicites, entre la place qu'a occupée la Commune comme *récit édifiant* à un moment critique de la construction nationale et le discours tenu dans la presse, anglophone comme francophone, sur la fête du 1^{er} mai jusqu'à la période actuelle. De ce point de vue, la distinction entre les « deux solitudes » (MACLENNAN 1957) se marie mal avec les enseignements tirés de cette étude, l'anti-socialisme transcendant les clivages culturels et linguistiques.

Publié en 2000, « The Liberal Order Framework » a fait couler beaucoup d'encre en apportant un point de vue nouveau sur la question du récit national canadien. Selon McKay le Canada aurait vécu une véritable révolution libérale du milieu du XIX^e siècle aux années 1940. Pour lui, le projet national canadien consiste en : « an arrestingly contradictory, complicated, and yet coherent process of liberal rule » (McKAY 2000 : 624). L'idéologie libérale – qu'il définit (s'inspirant ici de l'historienne Fernande Roy) comme le droit à la liberté, à une égalité restreinte et à la propriété – a joué un rôle central dans l'élaboration de plusieurs compromis entre les intérêts divers et souvent divergents qui participèrent à la consolidation de la nation canadienne (McKAY 2000 : 624-625). Ainsi, par le biais de la théorie gramscienne de l'hégémonie, McKay voit le libéralisme comme un pivot central de la construction nationale canadienne. Outre sa nature qu'il décrit comme totalisatrice et panoptique (« *totalizing* », « *panoptical* ») (MCKAY 2000 : 626, 644), cette idéologie se serait imposée comme pensée unique via une série de consensus à géométrie variable. En outre, cette malléabilité tactique s'accompagne du caractère révolutionnaire de la tradition libérale. Le terme de révolution étant généralement attribué à des soulèvements issus de cercles dits *extrémistes*, souvent violents, son association à l'assertion des principes libéraux au Canada peut, au premier abord, surprendre. Il faut néanmoins garder à l'esprit que plusieurs aspects du libéralisme restent liés à la radicalité

originelle de cette idéologie. Alors que le libéralisme actuel peut paraître modéré aux lecteurs et lectrices d'aujourd'hui, les partisans de ces idées ne sont nuls autres que les héritiers des Lumières et, dans certains cas, de la première phase de la Révolution française (1789-91). Ainsi, le modèle politique et socioéconomique que les libéraux canadiens de l'époque Confédérale promeuvent s'inscrit toujours dans la tradition révolutionnaire. À l'origine (moins de nos jours, il faut le reconnaître), leur but consiste en effet à diminuer le pouvoir des Églises ainsi que celui des élites, dont la raison d'être se fonde sur des notions d'honneur et de privilège (McKAY 2000 : 631, 640).

D'après McKay, la révolution libérale se périodise en sept événements centraux (« *seven arresting moments* ») (McKAY 2000 : 635), qui s'étendraient des rébellions de 1837-38 à l'élaboration de bases juridiques dans les années 1890, en passant par la soi-disant naissance de la nation (« *birth of a nation* ») (DAWSON 1866 : 13) lors de l'établissement et de l'expansion de la Confédération (1864-1896). Ce processus qui implique des compromis avec divers éléments de la société, n'a cependant pas manqué d'exclure des groupes dont les identités reposent sur des bases difficilement conciliables avec les idées libérales. Parmi ces groupes, McKay identifie non seulement les Autochtones, mais aussi les travailleurs (McKAY 2000 : 627). Cependant, cela ne signifie pas que l'histoire ouvrière canadienne se réduise à une peau de chagrin. La tentation du présentisme induit fréquemment en erreur et, bien que « *[c]ompared to Mexico and the United States, Canada can look, superficially, like the land of counter-revolution* » (GOLDFIELD & PALMER 2007 : 150), les luttes syndicales ont régulièrement ponctué l'histoire de ce pays. La simple évocation du mouvement pour la journée de neuf heures (en 1872) ou le combat pour l'abolition du suffrage censitaire rappelle un passé riche en conflits sociaux. Cette dimension contient aussi plusieurs facettes rarement évoquées dans le récit officiel canadien, dont la violence de la répression – la réaction des autorités vis-à-vis de la grève générale de Winnipeg, en 1919 en étant un exemple patent – et le rôle de l'immigration dans l'histoire de la gauche canadienne.

Perçue comme une fête subversive dès sa création, le 1^{er} mai ne correspond donc pas au moule libéral consubstantiel à la construction nationale. Bien qu'à l'instar de leurs équivalents européens, les mouvements socialistes canadiens aient publiquement commémoré l'anniversaire de la Commune de Paris de 1871, celui de la révolution d'Octobre 1917 et célébré la journée internationale des Femmes, la tradition des parades gauchistes (et, plus largement, politisées) n'a jamais fait consensus au Canada. En effet, la journée

LE 1ER MAI EN EUROPE VU DU CANADA (1889-2002)

internationale des travailleurs n'a jamais joui d'une grande popularité au Canada. Cependant (et ironiquement), ce qui allait devenir le plus grand rituel syndicaliste au monde est né d'une série de réunions et d'événements qui impliquent (entre autres) des militants socialistes canadiens. Ainsi, ce sont des syndicalistes américains et canadiens de la *Central Labour Union* et de la *Federation of Organised Trades and Labour Unions of the United States and Canada* (bientôt rebaptisée AFL – *American Federation of Labour*) qui, réunis en congrès en 1884, votèrent une motion prévoyant une série de grèves pour les huit heures quotidiennes pour le 1^{er} mai 1886 – au cas où cette demande n'eût pas été exaucée dans les deux années suivantes. Les événements dramatiques du Haymarket Square de Chicago, le 4 mai 1886, qui se terminèrent par l'arrestation et l'exécution de quatre syndicalistes, forment la genèse de la tradition du 1^{er} mai. C'est ainsi qu'en 1889 le 1^{er} mai est officiellement adopté par la Deuxième Internationale comme journée internationale des travailleurs.

Le récit originel et l'histoire essentiellement conflictuelle du 1^{er} Mai ne correspondent donc pas au modèle consensuel canadien tel qu'il s'est développé depuis l'époque de la Confédération. Le simple fait que la fête du travail la plus politiquement correcte (le premier lundi de septembre), ait un statut officiel reflète le rejet de toute tradition vue comme « subversive ». À ce sujet, il faut noter que ce politiquement correct s'exprime du point de vue sémantique comme de celui du contenu et de la forme. Dès lors, en se concentrant sur 121 ans de couverture médiatique, la présente étude compte sonder les ruptures et les continuités qui ont caractérisé les représentations de ce rituel ouvrier dans les journaux canadiens. On repère ici une constante : l'extranéité des 1^{er} mai européens a amplifié le caractère contestataire de leurs équivalents canadiens, moins populaires mais néanmoins visibles (KAZIN & ROSS 1992 : 1304-1305).

Le premier cas étudié ici est celui de la fusillade de Fourmies en 1891. Le massacre qui s'est déroulé dans cette petite ville minière française constitue un jalon majeur dans l'histoire et, plus encore, la *mythologie* du 1^{er} mai. À la fin du XIX^e siècle, cette partie du nord de la France est un haut lieu de la lutte syndicale et de la gauche socialiste. Le Parti ouvrier (PO) de Jules Guesde et Paul Lafargue y jouit alors d'une certaine popularité. La grève qui a lieu à Fourmies a ainsi des origines aussi bien politiques que sociales. De plus, il s'agit pour les chefs du PO de marquer le coup en faisant coïncider les demandes des ouvriers avec l'anniversaire du 1^{er} mai (HARDY 1994 : 56). Il faut donc aussi prendre en compte la dimension symbolique de l'événement. Mais ce qui aurait dû être une manifestation pacifique tourne au drame après

l'arrestation de quatre ouvriers, suite à une confrontation avec les gendarmes. C'est dans l'après-midi, après que ces derniers aient bénéficié de l'aide de deux compagnies et du régiment local, que la confrontation fatale arrive, quand l'ordre de reculer après avoir tiré en l'air est interprété par la foule comme synonyme de retraite des gendarmes. Encouragés, les manifestants avancent et l'ordre de faire feu s'ensuit, causant neuf morts et quatre fois plus de blessés. L'utilisation des nouveaux fusils Lebel, qui déchargent ce jour-là trois salves en 45 secondes, a sans doute contribué à aggraver le bilan (CHAPPAT 1994 : 36). Il s'agit là du deuxième grand massacre lié à l'histoire du 1^{er} mai.

La réaction disproportionnée à la situation est ici incontestable à la lumière des preuves historiques. Il est difficile de justifier, même à l'époque, l'utilisation d'armes aussi puissantes sur des civils. Et pourtant, la presse canadienne de tous bords ne déborde pas d'émotion à ce sujet. La plupart des titres et du contenu des dépêches mettent l'accent sur les « problèmes » causés par les manifestants (« rioters ») qui ont : « savagely attacked the police² ». En général, le langage utilisé et la manière dont les grévistes sont présentés s'inscrivent directement dans la rhétorique qui avait prévalu exactement vingt ans auparavant, lors de la Commune de Paris. Ainsi, les manifestants sont indistinctement considérés comme une masse inquiétante, parfois animalisée, parfois assimilée à des anarchistes prêts à semer la terreur. Il faut noter au passage que peu, sinon aucune, différence n'est établie entre les anarchistes, les représentants syndicaux et les membres des divers partis et organisations socialistes présentes sur les lieux³.

À cette époque, donc, la presse canadienne perçoit le 1^{er} mai comme un événement essentiellement subversif. Ce traitement n'est pas réservé au cas français, les autres 1^{er} mai en Europe se trouvant aussi qualifiés d'« anarchist plot[s] », prétextes aux velléités insurrectionnelles des classes soi-disant dangereuses⁴. Dans les dépêches, on ne trouve presque jamais de récapitulatifs sur l'origine du 1^{er} mai. Les demandes pour la journée de huit heures et l'amélioration des conditions de travail n'apparaissent que sporadiquement, bien qu'il faille noter un article du *Globe* assez favorable à la journée de huit heures⁵. Cependant, outre son paternalisme affiché, le même article ignore (ce qui n'est pas vraiment surprenant) la dimension sociale dans sa couverture de la

² *The Woodstock Sentinel Review*, "Many May Day Riots," 2 mai 1891, p. 1.

³ *The Toronto Empire*, "May Day Troubles," 6 mai 1891, 1 ; *The Montreal Gazette*, "May Day Fears Realized," 2 mai 1891, p. 1.

⁴ *The Winnipeg Daily Tribune*, "An anarchist plot," 4 mai 1891, p. 1.

⁵ *The Globe*, Toronto, "Labor Day," 1^{er} mai 1891, p. 3.

LE 1ER MAI EN EUROPE VU DU CANADA (1889-2002)

fusillade et, dans un article du 5 mai, met l'accent sur la violence des manifestants – tout en condamnant le comportement des soldats. Même *La Patrie* d'Honoré Beaugrand, quotidien pourtant assez éclairé pour l'époque, ne prend pas clairement fait et cause pour les manifestants. Le journal déplore bien entendu le massacre – il est à noter que la majorité de la presse ne qualifie pas la fusillade ainsi – mais semble, à l'instar des autres organes, donner des circonstances atténuantes aux militaires⁶. Enfin, certains journaux, comme la *Winnipeg Daily Tribune*, estiment que l'ordre de tirer sur la « mob » (terme connoté, aussi souvent utilisé lors de la Commune) était une nécessité⁷.

On remarque enfin un certain effort, et ce malgré la reconnaissance de la bavure, pour trouver des excuses au pouvoir en place. Ainsi, la plupart des journaux canadiens prennent fait et cause pour Ernest Constans, le ministre de l'intérieur. Alors que certains se limitent à souligner que la Chambre des députés a largement renouvelé sa confiance au gouvernement républicain modéré de Charles de Freycinet, d'autres mettent en avant l'exemplarité supposée de Constans. Un journal de la Saskatchewan, le *Qu'Appelle Progress*, va même jusqu'à dénicher un épisode datant de la Commune de Toulouse. En 1871, donc, alors que la troupe allait tirer, Constans aurait négocié la reddition des insurgés, évitant ainsi un carnage. Bien que le rôle exact qu'ait joué Constans dans cet événement reste obscur, l'intérêt que porte la presse canadienne à cette figure ne semble pas le fruit du hasard⁸ (FULTON 1995 : 70). En effet, Constans, un modéré, partisan d'un ordre relativement démocratique et favorable à l'entrepreneuriat, correspond parfaitement à l'idéologie libérale alors portée au pinacle (FULTON 1995 : 66-67). Il représente une perspective vue comme civilisée, où chacun reste à sa place et respecte la propriété. En lisant la presse, on comprend mieux comment le 1^{er} mai s'attire dès ses premières années l'hostilité de la grande majorité des journaux canadiens de tous bords, et comment, à partir de 1894, la plus politiquement correcte fête du travail devient nationalement reconnue (HERON & PENFOLD 2005 : xi, xiii-xiv, 272).

Presque quatre décennies plus tard, la situation a changé, dans la mesure où la classe ouvrière, déjà très active avant la Première Guerre mondiale, se montre de plus en plus intransigente. Cela se reflète dans la popularité grandissante du 1^{er} mai au Canada (HERON & PENFOLD 2005 :

⁶ *La Patrie*, Montréal, « Les scènes de désordre », 4 mai 1891, p. 1.

⁷ *The Winnipeg Daily Tribune*, « Had to Fire on the Mob Before it Would Disperse, » 4 may 1891, p. 1.

⁸ *Qu'Appelle Progress*, Saskatchewan, « M. Constans' Bravery, » 15 juillet 1891, p. 3.

xv-xvi). Malgré tout, la presse non radicale affiche toujours une hostilité sans complexe envers cet événement. Il faut signaler ici une évidente volonté de contraster les parades canadiennes de celles, bien plus tumultueuses, qui ont lieu en Europe dans l'entre-deux-guerres. Ainsi, tous les journaux étudiés ici sans exception amalgament le 1^{er} mai au communisme et à la violence. L'édification de barricades, lors du Premier mai 1929 à Berlin, qui est automatiquement identifiée à la contestation révolutionnaire de gauche, ne manque pas de raviver les fantômes des insurrections spartakistes et autres de l'année 1919. En effet, on ne peut mettre en doute que le KPD (*Kommunistische Partei Deutschlands* – Parti communiste d'Allemagne) ait été l'instigateur de ces manifestations, interdites au préalable par le ministre de l'intérieur social-démocrate Albert Grzesinski et le président de la police berlinoise Karl Friedrich Zörgiebel. Cependant, comme l'a démontré Chris Bowlby dans un article à ce sujet, les Communistes, en partie responsables de ces heurts meurtriers (qui causent entre une trentaine et 200 morts – les estimations les plus réalistes se rapprochent plutôt de la trentaine), ne peuvent en porter seuls le blâme. Mais cette possibilité ne semble pas apparaître aux rédacteurs et journalistes canadiens, qui paraissent y voir une opportunité pour condamner l'*extrémisme* à la mode européenne. Pour *La Patrie*, il a fallu « tirer [sur les Communistes] pour les calmer », comme s'il s'agissait de fauves enragés⁹. Encore une fois, on remarque une continuité langagière, une volonté de déshumaniser les manifestants, entre la Commune et les événements de Berlin. Toujours au Québec, du côté du *Devoir* cette fois, le ton se veut plus neutre, mais se confine à mentionner les pertes du côté de la police, et non parmi les manifestants¹⁰.

À cela s'ajoute une absence complète de contexte. En effet, l'Allemagne se trouve alors sujette au retour de l'instabilité politique et socioéconomique. La montée en puissance des Nazis contribue ainsi grandement à ce climat tendu. Mais à nul moment les articles et rapports ne se penchent sur la réalité des affrontements entre groupes paramilitaires. Par ailleurs, la presse canadienne ne se gêne pas pour relayer et amplifier les brûlots anticomunistes venus d'outre-Atlantique. Ainsi le *Globe* affirme que « [t]he police, already charged with 'bloody butchery' by factions of the Left, used blanks until for self-protection they were forced to substitute steel and lead ». Plus loin, le même journal accuse sans ambiguïté les « "red" rioters » d'avoir provoqué les forces de l'ordre¹¹. D'autres quotidiens vont plus loin

⁹ *La Patrie*, « Les communistes de Berlin aux prises avec les policiers », 3 mai 1929, p. 1.

¹⁰ *Le Devoir*, Montréal, « Le premier mai en Europe », 1^{er} mai 1929, p. 1.

¹¹ *Le Globe*, « Police of Berlin Are Still Defied by 'Red' Rioters », 4 mai 1929, p. 3.

LE 1ER MAI EN EUROPE VU DU CANADA (1889-2002)

encore, s'indignant de la présence de « snipers » communistes dans les quartiers ouvriers de Wedding et Neukölln¹². Cette information est alors en effet répandue en Allemagne mais reflète mal la nature précise des combats de rue. À la lecture de la presse canadienne, on croirait assister à une insurrection généralisée. Cependant, bien que le but ultime du KPD ait consisté à renverser la République de Weimar, il est douteux que les membres de ce parti aient été naïfs au point de croire que le « grand soir » était arrivé. De plus, les journaux canadiens semblent feindre d'ignorer (ou, peut-être, dans certains cas, ignorent) que le 1^{er} mai n'est pas le monopole des Communistes. Outre les Sociaux-démocrates et quelques groupes anarchistes, les Nazis, menés dans cette initiative par la nouvelle ligne « sociale-révolutionnaire » de Joseph Goebbels, se sont engouffrés dans la brèche dès 1929 (RENNERS 1993 : 5). Cette injuste appropriation d'un rituel ancré à gauche a complètement échappé à la presse canadienne qui, d'autre part, peine à distinguer communisme et anarchisme¹³ (BOWLBY 1986 : 141). Partout, les articles mettent l'accent sur l'aspect subversif, violent, de la manifestation, sans s'interroger sur les demandes des grévistes ni fournir d'analyse globale de la situation en Allemagne¹⁴. Mais après tout, cela n'est pas si surprenant, dans la mesure où le temps journalistique est réduit et où la tentation de glisser dans le sensationnalisme n'est nullement exclusif au Canada.

Cependant, le récit manichéen du *Blutmai*, qui diabolise les excès révolutionnaires, se marie bien avec la construction d'un Canada fondé sur une tradition du compromis, chapeauté par le principe hégémonique libéral décrit par McKay. Même si les journaux canadiens ne sont pas à l'origine de la chronologie erronée des événements, ils s'en accommodent sans doute. En effet, les titres et les extraits de dépêches dépeignent une atmosphère chaotique où des « *reds* » attaquent vicieusement la police comme les civils¹⁵. Tout cela découle d'informations inexactes, dans la mesure où les manifestants n'auraient commencé à ériger des barricades qu'en conséquence des charges policières. Toujours d'après les rapports de police, les barricades n'ont pas forcément été le fait des Communistes, mais celui de gangs locaux ou tout simplement une réaction spontanée des habitants du quartier. Finalement, la possibilité d'une infiltration des Nazis ne doit pas être écartée (BOWLBY 1986 : 143-148, 153-

¹² *The Montreal Gazette*, "Snipers Active in Suburb of Berlin," 4 mai 1929, p. 1.

¹³ *La Patrie*, « Anarchie à Berlin », *Patrie* 4 mai 1929, p. 1.

¹⁴ *The Charlottetown Guardian*, "Berlin Is Scene of Wild Riots," 3 mai 1929, p. 1 ; *The Morning Leader*, "Berlin Police Keep Up Siege of Red Areas," 6 mai 1929, p. 1.

¹⁵ *The Daily Colonist*, Victoria, "New Zealander Made Victim of Red Rioting That Has Cost Twenty-Seven Lives," 5 mai 1929, p. 1.

155). Ainsi l'analyse de la couverture médiatique du *Blutmai* montre que cette simplification excessive n'est pas uniquement le fruit d'une transcription se voulant absolument fidèle et objective, mais correspond à un rejet violent – d'autant plus affirmé qu'il est quasiment unanime – de toute remise en question de l'ordre libéral.

Malgré la popularité croissante du Premier mai au Canada, la presse généraliste couvre à peine les manifestations dans ce pays (PALMER 1992 : 202-252). Évidemment, il en est tout autrement dans la presse communiste. Par exemple, un article du *Worker* de Toronto proclame fièrement qu'« [o]nly the Communist Party proudly bears high and unsullied the revolutionary banner of May Day. As it cherishes the spirit of the Chartists, the heroic Paris Communards and the glorious achievements of the Russian revolution »¹⁶. Une semaine plus tard, le même journal commémore « the tenth anniversary of the Winnipeg strike and the first world-wide celebration of Labor's day of International solidarity under the open, direct, and unshared leadership of the Communist International »¹⁷. Sans surprise, ces louanges à la journée des travailleurs restent confinées aux milieux liés à la gauche radicale. Bien que cela reste difficile à prouver, les rédactions des journaux généralistes semblent avoir adopté une politique du « pas de ça chez nous ». En effet, plusieurs journaux préfèrent mettre l'accent sur des fêtes plus politiquement correctes, comme par exemple le début du *mois de Marie* en Acadie. Pour *L'Évangéline* de Moncton, un événement organisé par la Société l'Assomption, dont la devise est « Union, Charité, Patriotisme », compte certainement plus que les manifestations organisées ici et là pour les droits des travailleurs¹⁸. Bien que ce choix éditorial ne soit pas surprenant en soi, il est révélateur d'un état d'esprit qui rejette toute controverse et privilégie l'éthique chrétienne et le développement d'une conscience nationale (ici acadienne, au sein du grand ensemble fédéral).

D'autres journaux ne se contentent pas d'ignorer le 1^{er} mai et expriment ouvertement leur opposition à un événement qu'ils jugent néfaste. Ainsi, un court article du *Star* de Toronto s'indigne que, bien que « [b]arred from the schools and the school yards, the Communists of Toronto are still carrying on their propaganda at the school gates ». Peu après, l'auteur cite le texte du prospectus distribué aux écoliers : « CELEBRATE MAY DAY! DON'T

¹⁶ *The Worker*, Toronto, "Down Tools on First of May!," 4 mai 1929, p. 1.

¹⁷ *The Worker*, "Class against Class on May Day," 11 mai 1929, p. 4.

¹⁸ *L'Évangéline*, Digby (Nouvelle-Écosse) « Fête inoubliable pour les Acadiens de Québec », 2 mai 1929, p. 1

LE 1ER MAI EN EUROPE VU DU CANADA (1889-2002)

*ATTEND SCHOOL!*¹⁹». Bien que rien n'indique qu'il s'agisse d'une initiative communiste, l'association du 1^{er} mai avec la *gauche de la gauche* ne vient certainement pas de nulle part. On ne prendra donc pas de risque en présumant que cette inquiétude a très probablement un lien avec les événements de Berlin. Enfin, ce rejet de la contestation sociale, vu comme une atteinte au sacrosaint droit à la propriété se manifeste aussi parmi les lecteurs, comme le montre un commentaire péremptoire publié dans le *Globe* : « *[s]trikes are often blows to prosperity*²⁰ ». Il s'agit là d'un autre indice de la prévalence du concept d'ordre libéral dans la presse canadienne.

La Seconde Guerre mondiale est souvent comprise comme une césure majeure du XX^e siècle. Elle l'est, cela est indiscutable, mais on ne peut pas ne pas ignorer les continuités entre l'entre-deux-guerres et la guerre froide. De ce point de vue, l'hostilité de la presse envers le 1^{er} mai est loin d'être surprenante. La couverture médiatique du 1^{er} mai 1968 est ainsi plutôt révélatrice. Ce que l'on a appelé le « moment 1968 » est souvent, à juste titre, perçu comme un tournant idéologique et générationnel dans le monde occidental. Les révoltes et révolutions qui éclatent au printemps 1968, dont l'étincelle initiale est principalement l'escalade de la Guerre du Vietnam, engrange aussi d'autres thèmes, certains idiosyncratiques – l'échec de la dénazification et le Mur de Berlin en Allemagne, la crise universitaire en France –, d'autres transcendant les frontières – les chocs générationnels, la libération sexuelle, l'émergence de la Nouvelle gauche. Le « moment 1968 » au Canada (que ce soit au Québec, en Acadie ou ailleurs) a été exploré par nombre d'historiens. L'impact de la Révolution tranquille, de la sécularisation de la société et l'influence des objecteurs de conscience américains réfugiés au Canada et les questions linguistiques et identitaires ont aussi joué des rôles particuliers dans le contexte canadien.

Qu'advient-il du 1^{er} mai dans l'effervescence des printemps de 1968 ? On pourrait imaginer qu'il est noyé, voire oublié, dans un océan de revendications diverses. Et pourtant, le rituel a la vie dure et s'agrège aux manifestations (et vice-versa). Comme l'a noté Danielle Tartakowsky, le 1^{er} mai est d'une « plasticité sans égale » (TARTAKOWSKY 2005 : 253). Ainsi, cette fête s'est facilement adaptée aux actualités socioéconomiques et politiques de son époque. En France comme en Allemagne, cette malléabilité se traduit

¹⁹ *Toronto Daily Star*, "Communist Propaganda Again Appears in Toronto Schools," 3 mai 1929, p. 1.

²⁰ *The Globe*, "Notes and Comments," 6 mai 1929, p. 4.

par l'appropriation du 1^{er} mai par la nouvelle génération, dont les demandes ne portent pas exclusivement sur l'économie et la politique partisane. Par exemple, des sujets concernant le féminisme et la révolution sexuelle se greffent aux manifestations liées à cet événement. Il faut cependant noter que le 1^{er} mai 1968 se distingue comme un moment symbolique de la rupture entre la *vieille* gauche, ancrée dans une perspective de lutte des classes, et la *nouvelle* gauche, qui élargit le spectre des possibilités émancipatrices. Ainsi les heurts qui éclatent entre communistes, maoïstes, et anarchistes lors d'une manifestation parisienne mettent en avant des désaccords tantôt idéologiques, tantôt générationnels, tactiques ou autres (TARTAKOWSKY 2005 : 155, 166 ; BROWN 2009 : 70-76, 90). Dans Berlin-Est, gauches autoritaires et antiautoritaires s'affrontent, alors que de l'autre côté du mur ces dernières remettent en cause l'embourgeoisement de la social-démocratie allemande, qui a renoncé au marxisme lors du congrès de Bad-Godesberg en 1959.

Dans la presse canadienne, le 1^{er} mai a perdu de son identité d'avant-guerre. Entretemps, cette fête a souffert de son identification avec les régimes totalitaires d'inspiration marxiste-léniniste ou maoïste. Pour la plupart des journaux, le 1^{er} mai est devenu l'apanage de l'oppression soviétique. Même si la presse reconnaît implicitement l'utilisation du rituel par la jeunesse protestataire de Prague, Berlin et ailleurs, l'accent est mis sur les défilés militaires dans le bloc de l'Est. Ce qui ressort de cette couverture médiatique est un délaissement de la dimension sociale pour une concentration sur la contestation anti-Guerre du Vietnam²¹. De ce point de vue il faut distinguer les dénonciations de la mauvaise foi de l'URSS vis-à-vis de la politique extérieure américaine²² – qui prévalent dans la plupart des journaux – d'une sympathie sporadique pour les « *Prague's hippies and Boy Scouts [who] marched out of step in May Day parades that showed contrasts in the face of communism*²³ ». Ainsi, à quelques exceptions près, les démonstrations de désaccord avec les régimes du bloc de l'Est ne sont pas vues comme faisant partie intégrante de la culture contestataire du 1^{er} mai. Selon les journaux, cette fête serait le monopole du camp communiste et de ses soutiens dans le « monde libre ».

Malgré le désintérêt patent de la presse canadienne pour l'histoire et la nature de la journée des travailleurs, il existe des continuités langagières avec le siècle précédent et l'entre-deux-guerres. On retrouve ainsi le vocabulaire utilisé

²¹ *The Ottawa Citizen*, "May Day," 1^{er} mai 1968, p. 4

²² *The Globe and Mail*, "Moscow parade attacks 'ideological subversion' by U.S.," 2 mai 1968, p. 3.

²³ *The Winnipeg Tribune*, "From the Four Corners," 2 mai 1968, p. 2.

LE 1ER MAI EN EUROPE VU DU CANADA (1889-2002)

en 1891 pour condamner les grévistes de Fourmies et les manifestants berlinois de 1929, qui peuplait déjà les journaux anglophones comme francophones lors de la Commune de 1871. Suivant cette logique, de par son identification avec les « *reds* » soviétiques, le 1^{er} mai perd de sa valeur émancipatrice²⁴. De plus, ce rituel pourtant ancré dans le monde du travail se voit dépeint comme un encouragement à la paresse, voire à des activités contre-productives. D'après la plupart des articles, les manifestants ne sont là que pour s'amuser et non pour revendiquer²⁵. Même rares, les articles contenant des perspectives canadiennes sur le sujet sont révélateurs d'une certaine volonté de neutralisation de l'esprit contestataire de l'événement. Ainsi, un auteur opine que :

[N]o one should belittle the intensity with which Canadians view the unhappy events in Vietnam. It is to our credit that we have overcome the introspection of our pioneer days; that we can concern ourselves with the plight of people half a world away and give voice to our concern in our streets and public squares. That's what was happening in Toronto last weekend as it was in New York and Chicago; San Francisco and Seattle; La Plata and Paris; Tel Aviv and Prague²⁶.

Comme ce dernier extrait le montre, la sympathie pour les divers mouvements de contestation ne porte pas sur le 1^{er} mai en soi, mais sur la place du Canada et, plus particulièrement, des Canadiens, dont la tradition humanitariste prend de l'ampleur depuis le rôle qu'a joué Lester B. Pearson lors de la Crise de Suez, en 1956. Cependant, il faut noter que le 1^{er} mai tient toujours une place honorable dans la presse québécoise. Même si, comme dans leurs équivalents des autres provinces, les journaux québécois omettent de parler des valeurs fondamentales du rituel, on sent que la Révolution tranquille est passée par là. Par exemple, l'analyse des événements en Allemagne est relativement pointue, démontrant une certaine curiosité concernant la gauche contestataire européenne²⁷. Pour ce qui concerne les événements de 1968, c'est là une différence notoire entre la perspective des journaux québécois francophones et celle de leurs équivalents anglophones au sein et hors de la *Belle Province*.

²⁴ *The Vancouver Sun*, "U.S. Accused of War Threat as Reds Celebrate May Day," 1^{er} mai 1968, p. 15.

²⁵ *The Quesnel Cariboo Observer*, "Weatherman Didn't Dampen Spirits of May Day Revellers," 23 mai 1968, p. 1.

²⁶ *The Globe and Mail*, "A Cause Is Waiting," 1^{er} mai 1968, p. 1.

²⁷ *Le Devoir*, « Le 1^{er} Mai dans le monde », 2 mai 1968, p. 12.

Néanmoins, ces changements ne doivent pas masquer certaines continuités. Outre la peur du « rouge » déjà mentionnée, on remarquera la concomitance de fêtes locales (*ad hoc* ou non) et du 1^{er} mai. Ainsi, le *Buckingham Post* (Québec) consacre une partie de sa première page du 3 mai au « John Weed Day », un « *special day [that] was held to give the many employees of the Buckingham Plant an opportunity to take part in local celebrations to mark Mr. Weed's 50 years of service with ERCO* »²⁸. Seule une recherche poussée parviendrait à prouver – si preuve il y a – que ce John Weed Day est bien un anti-1^{er} mai. Cependant, la ficelle est un peu grosse et suinte le paternalisme. On trouve d'autres exemples de fêtes d'inspiration plus ou moins conservatrice, telles la « Journée de Sobriété »²⁹ ou encore celle de la « sécurité de l'enfant »³⁰. Même s'il est difficile de prouver quoi que ce soit, la présence de ces nombreuses fêtes dans le voisinage du 1^{er} mai reste singulière.

Si l'on se concentre maintenant sur une autre date clé, en l'occurrence 2002, on remarque d'autres altérations dans le traitement du 1^{er} mai. Cela n'est pas surprenant en soi. Ce qui l'est plus est que ce 1^{er} mai a fait couler plus d'encre que d'habitude, au Canada comme ailleurs. Les manifestations antifascistes en Allemagne et anti-Le Pen en France n'ont pas manqué d'attirer l'attention dans un pays qui se distingue (à l'instar des pays nordiques) par sa politique du compromis. Ainsi les confrontations entre la gauche dite radicale (le terme est tout relatif) et la droite nationaliste intriguent, fascinent parfois les médias canadiens, peu habitués à la culture de la rue. Encore une fois, la couverture de ces événements et, en particulier, le langage utilisé, en dit long sur le point de vue canadien et l'affirmation implicite d'une certaine *canadienité*, reflétée dans la tradition libérale d'un déni idéologique – illusoire, cela s'entend, dans la mesure où nul ne peut se tenir au-dessus de la mêlée, du moins théoriquement. En pratique, l'hégémonie libérale, toujours d'après McKay, alimente l'idée que le balancier politique ne peut se permettre d'enfreindre les principes libéraux en place, qu'ils soient portés par les Libéraux ou les Conservateurs.

C'est donc avec l'intérêt d'anthropologues amateurs que les journalistes relatent les événements forcément *étranges*, forcément *exotiques*, qui se déroulent lors de ce 1^{er} mai. Entre autres, le *Woodstock Sentinel-Review*

²⁸ *The Buckingham Post*, «Celebrate 'John Weed Day' at Buckingham Plant», 3 mai 1968, p. 1.

²⁹ *Le Journal de Compton*, «Journée de Sobriété à East Angus», 1^{er} mai 1968, p. 1.

³⁰ *L'Avenir and Sept-Iles Journal*, «Journée de la sécurité de l'enfant le 5 mai», 2 mai 1968, p. 1.

LE 1ER MAI EN EUROPE VU DU CANADA (1889-2002)

s'amuse de : « *a festival atmosphere that clogged many city streets*³¹ ». Plus encore qu'en 1968, les origines du rituel et sa nature ne sont pas ou peu évoquées. La description des événements évoque plus un chaos organisé, supposément dionysiaque, que les revendications de la foule contre la présence du Front national de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Mais ce même journal ne s'arrête pas à la France et fournit à ses lecteurs une autre vignette, plus inquiétante encore, celle de « *[m]asked anarchist youths hurl[ing] cobblestones and bottles at police and set[ting] cars on fire during May Day violence in Berlin, defying authorities who sealed off entire parts of the sprawling German capital*³² » (CASQUETE & GRASTORF 2003 : 101-38). Même si l'auteur concède que « *people in many countries celebrated the traditional workers' holiday with calls for better living conditions* », il ajoute immédiatement après que « *Germany lived up to its reputation as a hotbed of left-wing street fighters*³³ ». Avec ces récits de violence urbaine réémerge alors l'archétype, voire le stéréotype, de l'Européen revendicateur et buté, le *Globe and Mail* allant jusqu'à prédire (non sans sarcasme) l'imminence de « *[t]he next French Revolution*³⁴ ».

La presse élude alors la vocation sociale du 1^{er} mai, qui en vient presque à revêtir les couleurs païennes de ses lointains précurseurs. Les atours gauchisants, réformateurs, ont laissé la place à une interprétation transgressive, exclusivement dangereuse du rituel. Les journaux l'associent donc plus ou moins explicitement aux dangers de l'extrémisme, à la subversion, qu'elle soit prise au sérieux ou non. Le journaliste du *Globe and Mail* Alan Freeman dépeint les manifestations comme autant d'avenues pour des contre-pouvoirs marginaux, une occasion pour Le Pen (entre autres) de « *treat his May Day crowd to an 80-minute harangue on the mendacity of Chirac and the "treachery" of the nation's ruling classes who have sacrificed France to the dual evils of immigration and globalization*³⁵ ». Par conséquent, non seulement assiste-t-on à l'oblitération de la dimension économique du 1^{er} mai, mais à l'estompement de ses contours politiques. Malgré sa tradition syndicale, fondée sur le pacifisme et la négociation, le Premier mai reste relégué aux masses, voire aux *classes dangereuses* qu'il faudrait absolument maîtriser. De ce point de vue, la presse canadienne reste fidèle à sa perspective originelle. Comme l'a

³¹ *The Woodstock-Sentinel*, "Huge Demonstrations against Racism across France Upstage Le Pen Rally," 2 mai 2002, p. 12.

³² *ibid*

³³ *ibid*

³⁴ *The Globe and Mail*, Alan Freeman, "The Next French Revolution," 4 mai 2002, p. F1

³⁵ *ibid*

noté Tartakowsky, le 1^{er} mai a survécu grâce à sa malléabilité (TARTAKOWSKY 2005 : 70). Cependant, la plasticité comporte comme risque la dénaturation des principes de base. Mais alors qu'en Europe le 1^{er} mai a perdu en signification, les médias canadiens ont, en plus d'avoir éludé les thèmes originels de la fête, gardé un regard au mieux amusé, au pire inquiet devant ce qui leur apparaît comme des défis à l'ordre établi³⁶. Parmi ces continuités, il faut aussi relever le vieil amalgame, datant au moins de la Commune de Paris, entre gauche anticapitaliste et anarchisme. Comme souvent, cette idéologie souvent incomprise se résume ici à des jeunes gens s'adonnant à des actes de violences gratuits³⁷. En dépit du contexte évidemment différent des autres cas étudiés ici, on trouve donc des constantes dans le traitement du 1^{er} mai entre 1891 et 2002.

Ces observations méritent malgré tout, quelques nuances. Encore une fois, il faut distinguer la réaction québécoise francophone de celle du reste du pays. Par exemple, *Le Devoir* et *La Presse* consacrent plus d'espace aux événements européens. Généralement, la description des manifestations et de leur signification n'est pas si éloignée de ce qu'on pouvait trouver alors dans les médias européens. Outre des liens linguistiques et des atavismes culturels évidents, la présence d'une communauté française substantielle explique aussi cet intérêt pour les affaires d'outre-Atlantique et en France plus particulièrement³⁸. Cependant, leur analyse tend aussi à *exoticiser*, voire rejeter cette *option de la rue*, si rare au Canada. Les articles de Louis-Bernard Robitaille, dans *La Presse*, sont, de ce point de vue, assez révélateurs. Un peu plus fouillées que dans les journaux anglophones, ses analyses n'en sont pas moins critiques envers un rituel présenté comme potentiellement dangereux. L'auteur va même jusqu'à établir des parallèles (bien évidemment inadéquats) avec 1968³⁹. Son collègue Mario Roy va plus loin, sacrifiant le sérieux journalistique à un lyrisme bateau, affirmant que « la rue de Paris, toujours sensible au romantisme des barricades, s'est adonnée à cette sorte de saute d'humeur qui l'assaille avec une régularité métronomique depuis la prise de la Bastille : manifestations et contre-manifestations ont offert un ballet savant

³⁶ *The Toronto Star*, Paul Holmes, "France Girds for Rallies for and Against Le Pen," 1^{er} mai 2002, p. A13.

³⁷ *The Vancouver Sun*, Bruce Wallace, "Massive May Day Marches in France Target Le Pen," 2 mai 2002, p. A9.

³⁸ *La Presse*, Montréal, Ariane Desrochers, « Tous contre Le Pen, mais... Chiraquiens et socialistes de Montréal font chambre à part », 2 mai 2002, p. A3.

³⁹ *La Presse*, Louis-Bernard Robitaille, « Le 1^{er} Mai de tous les dangers », 1^{er} mai 2002, p. A1 ; *La Presse*, Louis-Bernard Robitaille, « Comme Mai 1968 », 2 mai 2002, p. A1.

LE 1ER MAI EN EUROPE VU DU CANADA (1889-2002)

autour d'une poignée de lieux symboliques⁴⁰». Comme ailleurs, revoilà le poncif des « *contentious French* » (TILLY 1986). *Le Devoir*, plus bienveillant envers les luttes syndicales, ne met néanmoins pas l'accent sur la tradition du 1^{er} mai, préférant se concentrer sur le potentiel rassembleur des manifestations anti-Le Pen⁴¹. Quant aux émeutes de Berlin, ce même journal se montre peu disert – moins en fait que les journaux de Colombie-Britannique⁴².

Enfin, même si la présente étude se concentre sur la presse généraliste, il ne faut pas manquer de signaler certains journaux étudiants, qui consacrent régulièrement, depuis les années 1960, des articles sur la gauche européenne. Dans le contexte de 2002, *The Peak*, le journal de l'Université Simon Fraser – basée à Burnaby, en Colombie-Britannique – ne manque pas de faire l'éloge du 1^{er} mai. Catégorique, l'auteur d'un article intitulé « *Red Flags Flying...* » affirme péremptoirement qu'« *[e]verybody knows that "Labour Day" is for docile suckers – the real workers' holiday is May Day, the first day of the month* ». Plus loin, il concentre 130 années d'histoire dans une seule phrase, s'extasiant devant :

The mother of May Days, from the country that brought us the Paris Commune, May '68 and, this past month, a massive, tragic show of support for fascist Jean-Marie Le Pen, an anti-Arab, über-xenophobe who has called the Holocaust a "detail of history"⁴³.

Dans le même numéro, un autre auteur se plaint que: « *in the week leading up to our April 26 and May 1 [Vancouver] demonstrations, organisers with our group were stopped and harassed for putting up posters advertising the events*⁴⁴ ». L'inférence est claire : l'Europe reste un *pays de cocagne* pour les socialistes du monde entier, alors que les autorités canadiennes refusent de laisser d'inoffensifs étudiants militer pour plus de justice sociale. C'est, du moins, le message qui ressort de ce type de journaux, dont la portée est bien entendu très limitée.

Cette étude, confinée à un rituel de mince importance dans l'histoire du Canada, s'avère néanmoins un indicateur assez révélateur de l'écosystème

⁴⁰ *La Presse*, Mario Roy, « La France et ses chimères », 2 mai 2002, p. A14.

⁴¹ *Le Devoir*, Christian Rioux, « Une marée humaine contre Le Pen », 2 mai 2002, pp. A1, A8.

⁴² *Le Devoir*, « Les foules prennent la rue d'assaut », 2 mai 2002, p. A5.

⁴³ *The Peak*, « Red Flags Flying... », 6 mai 2002, p. 6.

⁴⁴ *The Peak*, Mike Krebs, « The Sound of the Beast », 6 mai 2002, p. 16.

politique canadien (BERGOUNIOUX & GRUNBERG 2005 : 520). Cela peut paraître paradoxal, mais l'inhabituel, l'exotique, surtout quand il est perçu comme potentiellement dangereux, peut parfois en dire long sur les dynamiques d'un pays politiquement centriste comme le Canada. De ce point de vue, les résultats de cette recherche tendent à confirmer les arguments d'Ian McKay concernant l'hégémonie des principes libéraux dans l'arène politique canadienne, et ce non seulement dans les premières décennies suivant la Confédération, mais aussi à l'aube du XXI^e siècle. Ainsi, les réactions assez homogènes au 1^{er} mai sur plus d'un siècle – dans les journaux francophones comme anglophones, à l'Ouest comme dans l'Est ou dans les prairies – ne doivent pas étonner, dans la mesure où le rejet de la contestation radicale-gauchiste s'est imposé comme dénominateur commun aux différents éléments de la société canadienne. Cette réaction, diffusée par le portevoix de la presse, a donc contribué à couvrir les clivages régionaux, linguistiques et politiques. Cela ne veut pas dire qu'il s'agit d'un phénomène incurablement monolithique, immuable. Comme cet article l'a souligné, l'hostilité à la contestation gauchiste a subi de nombreux changements, selon les contextes et les modes d'expression journalistique dominants. En effet, le ton a changé depuis la fusillade de Fourmies ; la plupart des journaux canadiens n'auraient jamais osé qualifier les manifestants de 2000 de « rouges » ou de « racaille ». Ceci dit, la contestation urbaine reste un mode d'expression présenté comme étranger, indésirable, sans doute pittoresque chez les *agités* d'outre-Atlantique mais inacceptable dans un pays aussi policé que le Canada.

Il faut cependant noter que la presse québécoise reflète une réalité qui fait figure de *juste milieu* entre les deux cultures. Tout en condamnant les *excès* de la rue, les journaux québécois restent moins dédaigneux (en général) de la politique de la rue. Cela n'est pas vraiment surprenant, si l'on prend en compte les spasmes sociopolitiques qui ont parcouru la société franco-canadienne depuis les années 1960 – et même avant. Mais si cette sorte d'« agoraphobie » politique semble moins prononcée au Québec, la tradition du 1^{er} mai et, surtout, l'esthétique socialisante qui lui est propre – n'en reste pas moins étrangère à la société canadienne en général. Dans la presse, les demandes, après tout toujours raisonnables, des manifestants, n'occupent que l'arrière-plan ; seule semble importer l'image a priori funeste, contreproductive des masses dans la rue. Plus que le fond, c'est donc la forme, autrement dit le symbole, qui, au pire, inquiète (ou même terrifie, selon les périodes) et, au mieux, amuse les journalistes.

Cette allergie à la contestation urbaine, même pacifique, renvoie aux observations de McKay sur l'ordre libéral. Dans un pays fondé sur le principe

LE 1ER MAI EN EUROPE VU DU CANADA (1889-2002)

du consensus, où l'ordre, le respect de la propriété et la priorité à l'éthique de travail sont consubstantiels à l'ADN politique canadien, il n'est pas étonnant qu'une certaine méfiance envers les spasmes de la rue se soit installée, non seulement au sein des principaux partis politiques, mais dans la presse généraliste de tous bords. Sans surprise, la rhétorique s'est adoucie depuis 1968 et surtout depuis la fin de la guerre froide. Cependant, le rejet de l'héritage d'une gauche généralement vue comme subversive reste prévalent dans la société canadienne.

Bibliographie

ANDERSON, Benedict (1991), *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, 2^e éd., Londres, Verso.

BARGAIN-VILLÉGER, Alban (2014), "The Scarecrow on the Other Side of the Pond : The Paris Commune of 1871 in the Canadian Press," *Labour / Le Travail* 74, pp.179-98.

BERGOUNIOUX, Alain et GRUNBERG, Gérard, *L'Ambition et le remords : Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Fayard.

BOWLBY, Chris (1986), "Blutmai 1929: Police, Parties and Proletarians in a Berlin Confrontation," *The Historical Journal* 1, pp. 137-158.

BROWN, Timothy S. (2009), "'1968' East and West: Divided Germany as a Case Study in Transnational History," *The American Historical Review* 1, pp. 69-96.

CASQUETE, Jesus et GRASTORF, Ingo (2003), „Die Schlacht um die Straße“, in Dieter Rucht (éd.), *Berlin, 1. Mai 2002: Politische Demonstrationsrituale*, Opladen: Leske + Budrich, pp. 101-38.

CHAPPAT, Jean-Louis (1994), « La fusillade de Fourmies », in Madeleine Rebérioux (éd.), *Fourmies et les Premier Mai*, Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, pp. 23-38.

DAWSON, S.E. (1866), *The Northern Kingdom*, Montreal, Dawson.

Alban BARGAIN-VILLÉGER

FOLVIK, Robin et al. (2012), *May Day: A Graphic History of Protest*, Toronto, Between the Lines.

FULTON, L. Bruce (1995), « Ernest Constans et la vie politique de Toulouse », *Annales du Midi : Revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale* 209, pp. 65-78.

GOLDFIELD, Michael et PALMER, Bryan (2007), "Canada's Workers Movement: Uneven Developments," », *Labour / Le Travail* 59, pp. 149-177.

HARDY, Odette (1994), « Itinéraire d'une entreprise et d'un entrepreneur du bassin textile de Fourmies à la fin du XIX^e siècle : Boussus de Wignehies », in M. Rebérioux (éd.), *Fourmies*, pp. 49-61.

HERON, Craig et PENFOLD, Steve (2005), *The Workers' Festival: A History of Labour Day in Canada*, Toronto, University of Toronto Press.

KAZIN, Michael & ROSSE, Steven J. (1992), "America's Labor Day: The Dilemma of a Workers' Celebration," *The Journal of American History* 4, pp. 1294-1323.

MCKAY, Ian (2000), "The Liberal Order Framework: A Prospectus for a Reconnaissance of Canadian History," *The Canadian Historical Review* 4, pp. 617-651.

MACLENNAN, Hugh (1957), *Two Solitudes*, Toronto, Macmillan.

PALMER, Bryan D. (1992), *Working-Class Experience: Rethinking the History of Canadian Labour, 1800-1991*, 2^e éd., Toronto, McClelland & Stewart.

RENNERS, Hannelore (1993), *Maifeiern im Nationalsozialismus*, Hanovre, Verein Bildung und Wissen.

RUTHERFORD, Paul (1982), *A Victorian Authority: The Daily Press in Late Nineteenth-Century Canada*, Toronto, University of Toronto Press.

TARTAKOWSKY, Danielle (2005), *La part du rêve : Histoire du 1^{er} Mai en France*, Paris, Hachette.

LE 1ER MAI EN EUROPE VU DU CANADA (1889-2002)

TILLY, Charles (1986), *The Contentious French*, Cambridge, Harvard University Press.